

L'image du général de Gaulle en Belgique sous la IV^e République¹

Catherine Lanneau, chargée de cours en Histoire – Université de Liège

Comme plusieurs travaux l'ont déjà montré², il existe bien en Belgique une image très riche et multiforme du général de Gaulle : celui-ci est successivement le « premier résistant de France », le sauveur du pays, le garant de sa résurrection puis, dès 1946-1947, un personnage certes incontournable mais dont l'image se brouille et se fragmente.

Pour beaucoup de Belges, la fidélité à de Gaulle se superpose à d'autres fidélités politiques ou idéologiques alors qu'elle aurait pu ou dû les exclure. Cela peut s'expliquer par une équation simple : de Gaulle = l'incarnation de la France, le Guide. Mais, cela s'explique aussi, du côté wallon, par des espoirs plus concrets (« de Gaulle soutient notre combat »), entretenus de manière diffuse par un certain entourage du Général.

L'apothéose, le point d'orgue de l'immédiat après-guerre, que beaucoup gardent en mémoire, c'est bien sûr le voyage de Charles de Gaulle à Bruxelles, en octobre 1945, et l'accueil triomphal qui lui est réservé³. Pourtant, à ce moment déjà, le climat a changé. Les premières critiques fusent dans la presse d'extrême-gauche et d'extrême-droite. Le Général et le parti communiste français s'engagent alors progressivement sur des voies divergentes, tant en politique intérieure avec la question, soumise à référendum, des pouvoirs de l'Assemblée constituante, qu'en politique étrangère, avec la perspective d'un bloc occidental qui exclurait l'URSS. Le débat trouve un écho en Belgique francophone. En ce qui concerne l'extrême-droite nationaliste, la critique porte sur l'impérialisme ou l'expansionnisme supposé de la politique gaullienne en direction de la Belgique, du Luxembourg et de la Rhénanie et sur les encouragements, supposés eux aussi, qui seraient donnés par Paris au mouvement wallon. Rappelons qu'on se situe à quinze jours du Congrès National Wallon qui, dans un premier vote « sentimental », prônera le rattachement à la France. Dans certains secteurs de l'opinion, de Gaulle a donc cessé d'être l'intouchable symbole d'unité.

¹ Le texte de cette conférence, prononcée à Grez-Doiceau le 30 avril 2016, s'appuie sur une partie inédite de notre thèse en Histoire défendue en 2006 à l'Université de Liège, sous le titre : *Où va la France ? L'image de la France et de sa puissance en Belgique francophone (1944-1951)*, et sur des recherches post-doctorales ultérieures. L'apparat critique sera ici réduit à sa plus simple expression puisque nous nous contenterons de donner les références des sources citées.

² Pour une bibliographie actualisée, nous renvoyons à Catherine LANNEAU et Francis DEPAGIE, dir., *De Gaulle et la Belgique*, Waterloo, Avant-Propos, 2015.

³ Vincent DUJARDIN, « Charles de Gaulle à Bruxelles (1945) et Baudouin I^{er} à Paris (1961) », in Geneviève DUCHENNE, Vincent DUJARDIN & Michel DUMOULIN, dir., *Paul-Henri Spaak et la France*, Bruxelles, Bruylant, 2007, p. 131-154 ; Catherine LANNEAU, *L'inconnue française. La France et les Belges francophones 1944-1945*, Bruxelles, P.I.E.-Peter Lang, 2008, p. 291-298.

Pour la France, le premier après-guerre prend fin en janvier 1946. Le 20, le général de Gaulle, chef du Gouvernement provisoire, démissionne de ses fonctions, officiellement parce que sa tâche de remise en route est terminée, en fait parce qu'il réproouve la renaissance du régime des partis et escompte, à tort, un retour rapide au pouvoir. Le climat est instable et passablement inquiétant, d'autant que le PCF est le premier parti de France. De Gaulle ne participe pas au débat sur le premier projet de Constitution pour la IV^e République, projet inspiré par l'extrême-gauche, notamment en ce qui concerne l'Assemblée unique. Il s'abstient lors du référendum qui repousse ce texte et refait surface lors du débat sur le second projet constitutionnel. Par le discours de Bayeux (16 juin 1946), il présente son propre programme, une république plus présidentielle qui annonce en fait la V^e République, et, par le discours d'Epinal (22 septembre), il annonce qu'il votera non au référendum du 13 octobre, le futur régime restant beaucoup trop parlementaire à son goût. Cette prise de position embarrasse le Mouvement Républicain Populaire (MRP), de tendance démocrate-chrétienne, qui fait campagne pour le « oui » et ne peut plus, dès lors, se présenter comme le « parti de la fidélité » à de Gaulle.

En Belgique francophone aussi, le monde chrétien est très embarrassé. Rares sont les commentateurs qui prennent le parti du Général face au MRP, qui reste un modèle pour le jeune PSC. Ceux-là stigmatisent la faiblesse des démocrates-chrétiens français face aux socialo-communistes et réfutent toute velléité dictatoriale dans le chef du Général. D'autres catholiques, peu nombreux également, espèrent une réconciliation entre de Gaulle et le MRP mais la plupart se montrent critiques. Autant que faire se peut, on s'en prend à ses proches mais le Général est également stigmatisé. Dans *La Revue Nouvelle*, William Ugeux, le compare au général Boulanger⁴, ce qui est peu flatteur. Ce que craignent la droite, les démocrates-chrétiens mais aussi de nombreux libéraux, c'est le nihilisme qui semble se dégager de l'attitude gaullienne : peut-on tout miser sur une opposition de principe ? A gauche, les choses sont plus simples : il s'agit de montrer que de Gaulle aspire en réalité au pouvoir personnel, à l'encontre des intérêts et des désirs des Français. Les accusations se font très dures, y compris du côté socialiste.

Au soir du 13 octobre et malgré de Gaulle, dont la personnalité a parasité toute la campagne, le texte constitutionnel instituant la IV^e République est finalement adopté mais par 36% des voix seulement. Trois Français sur dix ont voté « non » et trois autres se sont abstenus. Toute la question est de savoir quel rôle a joué la prise de position du Général dans

⁴ *Revue Nouvelle*, 15/10/1946, p. 450 (article rédigé le 26/10/1946).

ce résultat électoral. La droite et les libéraux sont, de nouveau, divisés. Certains parlent d'un échec de de Gaulle parce que le texte, soutenu par le MRP, est passé, tandis que d'autres estiment que le score cumulé des « non » et des abstentions fait du Général LA personnalité incontournable. L'espoir est de le voir prendre la tête du camp des « non », renforcé par certains abstentionnistes, un espoir partagé par l'extrême-droite mais, dans un premier temps, déçu.

Les démocrates-chrétiens, pour leur part, durcissent le ton : plus de Gaulle monte, plus le MRP chute et les propos deviennent amers. Henri Haag, professeur à l'université de Louvain, écrit dans *Vrai* : « mieux vaut cent fois un parti médiocre mais uni, qui dure, à un homme brillant et passager »⁵. La gauche, elle, continue à fustiger le péril dictatorial du gaullisme. Fin 1946, les positions se sont donc radicalisées. De Gaulle n'est plus le référent éthéré de la Libération mais un homme engagé dans la bataille politique.

Tellement engagé d'ailleurs qu'au printemps 1947, il lance le Rassemblement du Peuple Français (RPF) qui ne se veut pas un parti à proprement parler, puisque de Gaulle s'insurge justement contre la particratie, mais qui a pour ambition de réunir les bonnes volontés issues de tous les horizons, à l'exception des condamnés pour collaboration. Son programme : l'établissement d'un régime présidentiel libéré de la tutelle des partis, la substitution de l'association capital-travail à la lutte des classes, l'élaboration d'une réelle Union Française et le positionnement occidental de la France à l'heure des blocs rivaux.

Les communistes belges calquent leur réaction sur celle de leurs homologues français et présentent de Gaulle non seulement en autocrate mais surtout en relais de l'anticommunisme américain et de la doctrine Truman, tout juste énoncée. Relais et non simple exécutant : de Gaulle n'est pas anticommuniste parce qu'il sert Washington ; il sert Washington parce qu'il est anticommuniste. La nuance est importante car elle permet de valoriser l'ennemi : il ne vend pas ses services mais se met aux ordres d'un plus puissant qui défend ses idées⁶. Du côté socialiste, on s'inquiète des intentions réelles du Général. On redoute surtout qu'il ne parvienne à séduire des électeurs de gauche. La plupart des commentaires insistent sur le caractère inutile et perturbateur du RPF mais quant à savoir s'il faut le traiter en ennemi irréductible, les avis divergent, comme en témoigne l'incident provoqué par un article du vieux socialiste Louis de Brouckère dans *Le Peuple*. Véritable pamphlet, cet éditorial accuse de Gaulle, réincarnation de Napoléon III, d'être responsable de

⁵ *Vrai*, 26/10/1946, p. 3.

⁶ Voir notamment l'article de Jean Terfve dans *Drapeau Rouge*, 9/4/1947, p. 1.

tous les malheurs politiques et économiques de la France⁷. Or, l'année 1947 est celle de la fixation des blocs et du retrait des partis communistes occidentaux dans l'opposition. De Brouckère réagit toujours selon la tactique du Front populaire et du « pas d'ennemi à gauche » mais, au sein du PSB, d'autres, comme Paul-Henri Spaak, ont déjà compris qu'il allait falloir trouver d'autres coalitions. La condamnation de de Gaulle par de Brouckère l'embarrasse et il s'en ouvre à l'ambassadeur de France, Raymond Brugère, un gaulliste de la première heure, évoquant même la possibilité, pour les socialistes français, de gouverner un jour avec le RPF⁸.

Du côté des libéraux et des démocrates-chrétiens, le mouvement gaulliste est surtout perçu comme une fausse bonne idée : comment peut-on créer un parti supplémentaire pour contrer le régime des partis ? C'est donc à droite que s'expriment, fort logiquement, les opinions les plus favorables à l'égard du RPF, celle du Français d'origine polonaise Roman Fajans, correspondant parisien de *La Libre Belgique*⁹, ou encore celle de Pol Vandromme, éditorialiste du *Rappel de Charleroi*¹⁰. Mais, pourtant, les doutes et les craintes dominent. Ici, ce n'est pas le risque de dictature qui est évoqué mais la dangereuse division des forces anticommunistes.

Entre avril et juillet 1947, la situation internationale connaît une évolution importante. La France, à l'issue de la conférence de Moscou, se range définitivement dans le camp occidental, abandonnant un rôle d'arbitre entre les blocs qu'elle ne jouait d'ailleurs que verbalement. Sur le plan intérieur, les communistes sont écartés du gouvernement. Le fossé ne fera ensuite que se creuser avec le refus soviétique d'adhérer au Plan Marshall puis la constitution du Kominform. Dans ce contexte d'entrée en guerre froide, Charles de Gaulle ne reste pas silencieux. Le 27 juillet, à Rennes, il se livre à une violente attaque contre les « séparatistes » et fait explicitement de l'anticommunisme son troisième cheval de bataille, à côté de la lutte contre le régime des partis et contre la Constitution. C'est à cette occasion qu'il lance la célèbre formule selon laquelle le bloc soviétique ne se trouve qu'à cinq cents kilomètres de la frontière française, « soit à peine la longueur de deux étapes du Tour de France cycliste »¹¹. Cette prise de position amène un durcissement de l'anti-gaullisme à gauche et au centre-gauche mais permet également au RPF d'engranger sinon de nouveaux soutiens, du moins de nouvelles sympathies à droite. Du côté libéral, *La Meuse*, qui n'a pas

⁷ *Peuple*, 22/4/1947, p. 1.

⁸ Archives du Ministère français des Affaires étrangères (Nantes), Ambassade, série D : 1930-1959, dossier 14, sous-dossier Politique française vue de l'étranger 1944-1947, télégramme de Brugère, 23/4/1947.

⁹ *Libre Belgique*, 9/4/1947, p. 3.

¹⁰ *Rappel*, 11/4/1947, p. 1.

¹¹ *L'année politique 1947*, Paris, Editions du Grand Siècle, 1948, p. 328.

encore été reprise par le groupe de Launoit, consacre ainsi plusieurs articles très élogieux au Rassemblement¹².

En octobre 1947, le scrutin municipal se solde par un véritable raz-de-marée du RPF. Celui-ci gagne un nombre très important de mairies, dont Paris et cinquante-deux préfectures, dans toutes les régions du pays mais surtout au Nord de la Loire. Le MRP recule fortement, tandis que le PCF se maintient. Même si le vote est théoriquement local, le gouvernement est pris en tenaille entre deux forces puissantes et qui lui sont hostiles, d'où le nom de Troisième Force que prend la majorité gouvernementale. En Belgique, la gauche, des communistes aux démocrates-chrétiens, accueille la victoire gaulliste aux municipales comme une catastrophe. Dans *Le Drapeau Rouge*, Jean Loncin dénonce ainsi le « salazarisme » et le « bellicisme »¹³ du RPF. Cependant, dans *Le Peuple*, le député socialiste Louis Piérard demande qu'on n'oublie pas l'époque de Londres et d'Alger au cours de laquelle le Général eut de fréquents entretiens avec des hommes de gauche¹⁴. Pour les démocrates-chrétiens, la victoire du RPF entraîne la marginalisation du MRP. Des feuilles comme *La Relève*¹⁵ ou *La Revue Nouvelle* prônent dès lors l'avènement d'un travaillisme français, qui regrouperait démocrates-chrétiens et socialistes et qui répondrait « à la fois à l'exigence de justice des uns et à l'exigence d'ordre (ou de liberté) des autres »¹⁶, constituant ainsi une alternative crédible au communisme et au gaullisme.

Du côté libéral, où l'on considère le RPF avec une sympathie grandissante, le résultat du scrutin est accueilli avec une satisfaction mêlée d'interrogations. De Gaulle a remporté les municipales mais que peut-il faire, concrètement, de sa victoire ? En réalité, il semble plutôt que l'enseignement fondamental de cette victoire soit la mobilisation anticommuniste. Plus que jamais, le choix semble se réduire entre de Gaulle et Thorez. Pourtant, l'hebdomadaire libéral *Pourquoi Pas ?* souhaite que de Gaulle en revienne à son rôle de rassembleur : « Le grand, l'immense espoir que l'on a fondé sur lui au moment de la Libération venait de ce qu'il ne repoussait personne, pas même les communistes [...]. La France gaulliste, c'était la France de tous »¹⁷. Autrement dit, *Pourquoi Pas ?* appelle de Gaulle à n'exclure que ceux qui s'excluraient d'eux-mêmes. Il l'appelle aussi à savoir mieux choisir son entourage et à en écarter ceux qui veulent se servir de lui pour redorer le blason du maréchal Pétain¹⁸.

¹² Voir notamment *Meuse*, 30/9/1947, p. 1 et 3 et 6/10/1947, p. 1.

¹³ *Drapeau Rouge*, 21/10/1947, p. 1.

¹⁴ *Peuple*, 31/10/1947, p. 2.

¹⁵ *Relève*, 25/10/1947, p. 2.

¹⁶ *Revue Nouvelle*, 15/11/1947, p. 503.

¹⁷ *Pourquoi Pas?*, 24/10/1947, p. 2732.

¹⁸ *Idem*, 31/10/1947, p. 2812.

Plus à droite, le RPF anti-marxiste apparaît bien comme une bénédiction pour la France. Les rédacteurs du *Rappel* veulent même qu'il s'affiche clairement à droite et lui reprocheront très vite de ne pas constituer l'aile conservatrice d'un gouvernement de coalition avec le parti socialiste SFIO et le MRP¹⁹. Dès la fin du mois d'octobre 1947, le débat est donc engagé entre un Général qui se pose volontairement en marge de la IV^e République et un certain nombre de ses partisans, qui aimeraient le voir réformer la Constitution de l'intérieur. À ce moment toutefois, c'est encore l'intransigeance du régime que l'on rend surtout responsable de l'isolement gaullien. Dernier courant idéologique : les nostalgiques de Vichy, qui trouvent à s'exprimer dans l'hebdomadaire *Europe-Amérique* et dont l'antigaullisme se mue en gaullisme de circonstance face au triomphe électoral du RPF. Mais pas question ici de coalition : de Gaulle, « fédérateur d'énergies », doit gouverner au-dessus des partis et non avec eux. Par ailleurs, il est appelé à accepter toutes les concessions demandées par les Etats-Unis pour venir en aide à la France et à rechercher une entente directe avec l'Allemagne, alliée « inéluctable » face à Moscou²⁰.

Encensé par l'extrême-droite, attendu comme le pilier d'un gouvernement stable par une large partie de la droite et par nombre de libéraux, présenté comme un diviseur par les démocrates-chrétiens et comme un danger par les socialistes, vilipendé, enfin, par les communistes, de Gaulle semble incontournable alors que la France traverse une période d'intense agitation sociale. En effet, début novembre 1947, un vaste mouvement de grèves semi-insurrectionnelles s'est déclenché et beaucoup redoutent que le pays ne bascule dans le communisme. Cependant, le gouvernement réussit à traverser cette épreuve et à rétablir le calme, démontrant ainsi que le régime n'est pas aussi faible qu'il y paraît.

Chez les partisans du général de Gaulle, la déception que celui-ci suscite en 1948 est à la mesure de l'espoir qu'il incarnait fin 1947. En effet, deux éléments induisent une évolution : d'une part, les Etats-Unis semblent faire confiance à la Troisième Force pour assurer la stabilité et le redressement de la France et paraissent considérer de plus en plus le RPF comme un obstacle à cette stabilité ; d'autre part, le silence dans lequel s'est confiné le Général tout au long des grandes grèves de l'automne 1947 a dérouté nombre de ses adeptes. On commence à se demander ce qu'attend de Gaulle pour intervenir concrètement dans le débat politique et on l'appelle à moins d'intransigeance : puisqu'il est clair que le RPF ne peut gouverner seul, il doit en tirer les conséquences et partager le pouvoir. Autrement dit, alors que les adversaires traditionnels – communistes, socialistes, démocrates-chrétiens et une

¹⁹ *Rappel*, 29/10/1947, p. 1.

²⁰ *Europe-Amérique*, 23/10/1947, p. 16-19.

partie des libéraux – poursuivent leur travail de sape à l'égard d'un RPF présenté comme néo-corporatiste voire fasciste, ce même RPF perd, mois après mois, des supporters à droite et au centre-droit.

Néanmoins, il reste au RPF un certain nombre d'alliés. Du côté libéral, on citera surtout la revue *Le Flambeau*, très francophile et liée à l'ULB, revue qui reparaît en 1948. Plus à droite, certains, comme le sénateur Pierre Nothomb, évaluent les retombées possibles de la situation française en Belgique. Nothomb table sur une victoire prochaine et définitive de de Gaulle et il juge que, loin de constituer un danger pour la Belgique comme à la Libération, cette victoire induirait une « certaine tonification de l'Occident »²¹. Le message est limpide : le virage à droite de la France doit induire un virage identique outre-Québécois, ce qui implique la recherche pour le PSC d'un autre allié que le PSB. Les élections de 1949 permettront effectivement cette évolution, mais sans que, parallèlement, de Gaulle ait pu s'imposer en France. À l'extrême-droite aussi, une large confiance continue de régner : dans l'ultraléopoldiste *Septembre*, Jean Robert, alias Robert Meire, se lance dans un vibrant hommage au général de Gaulle mais pour une raison qui ferait bondir les cadres du RPF. En effet, il rend hommage aux gaullistes comme fidèles au fascisme originel, authentique, en ce qu'ils promeuvent un pouvoir exécutif fort et une série de réformes à la fois morales et sociales²².

En résumé, fin 1948, le RPF est plutôt en perte de vitesse. La résistance du régime, l'absence d'un réel programme de gouvernement alternatif, l'irritation de voir de Gaulle jouer, dans un but personnel, la politique du pire et son isolement ont détourné de lui des soutiens précieux.

Cependant, si cette analyse est valide pour les grands courants de l'opinion, elle néglige les groupes situés en marge ou travaillant de façon souterraine. Or, on constate que l'entourage du Général, auquel on prêtait déjà de nombreuses relations secrètes à la Libération, a continué à entretenir en Belgique des liens nombreux mais souvent restés obscurs avec des milieux politiquement très divers. Ainsi, selon une note du contre-espionnage belge, datée de 1949, sur l'activité des réseaux français en Belgique, un certain capitaine puis lieutenant-colonel Bouvier qui, en 1939, œuvrait déjà pour le 2^e/5^e Bureau à Verviers serait devenu, fin 1947, « M. Gérard », agent en Belgique des « Croix de Lorraine », groupement anticommuniste. Au cours de l'année 1948, il aurait pris contact, au nom de de Gaulle avec divers membres du Mouvement National Royaliste, c'est-à-dire des hommes passés de la

²¹ *Avenir du Luxembourg*, 15/11/1948, p. 1.

²² *Septembre*, 19/9/1948, p. 3.

Résistance de droite, durant la guerre, à la lutte contre le communisme et pour la cause léopoldiste. Le but de ces contacts aurait été de comptabiliser les armes disponibles en Belgique pour soutenir une action d'autodéfense française contre une insurrection révolutionnaire²³.

Plus largement, il y aurait eu, sur fond de guerre froide et de prestige du RPF, recrutement ou réactivation d'agents gaullistes en Belgique. Ceux-ci sont étroitement surveillés par la Sûreté de l'État, toujours dans l'optique de 1945, à savoir la lutte contre le séparatisme, c'est-à-dire le réunionisme. Mais, on a changé de climat. Dès octobre 1946, soit avant la création du RPF, un rapport du commissaire Vanhorick sur la région de Liège signale qu'environ quatre-vingts agents français y sont actifs et précise : « parmi eux, plusieurs semblent être hostiles au séparatisme et ne vouloir contribuer qu'à une action anti-communiste ». Citant les « honorables correspondants » du 2^e Bureau d'avant-guerre encore actifs, il épingle plusieurs fonctionnaires communaux ou provinciaux mais aussi plusieurs commissaires de police, dont Louis Strauven, par ailleurs proche des milieux wallons militants. D'autre part, il pointe du doigt les activités de certains confrères puisqu'il cite trois inspecteurs de la Sûreté, dont Louis Cox qui, à Pâques 1946, aurait contacté la rue Saint-Dominique dans le cadre de la lutte anticommuniste²⁴.

En 1949, un autre rapport, recense, région par région et ville par ville, les correspondants belges des « Croix de Lorraine ». C'est à Liège qu'il semble le plus actif, avec, là encore, des ramifications dans la police et à la Sûreté – le commissaire Strauven et l'inspecteur Cox –, et avec le concours de plusieurs commerçants, parmi lesquels les gérants de la Taverne Alsacienne et de la Cave Cornet. À Liège comme à Anvers, le contre-espionnage soupçonne le personnel du consulat d'avoir partie liée avec le réseau. À côté des « Croix de Lorraine », deux autres groupes français en Belgique se réclameraient du Général : le SRA Bayard, lié aux milieux du renseignement militaire et de l'Armée Secrète, et le RPF lui-même, qui disposerait d'un agent à Quaregnon²⁵. Par des recherches complémentaires²⁶, nous avons repéré d'autres noms d'adhérents RPF en Belgique, tous Français selon les statuts du Rassemblement, mais dont il est difficile de savoir s'ils ont fait œuvre de propagande ou s'ils ont été en contact avec les services secrets belges. Par ailleurs, il est malaisé de

²³ Francis BALACE, « *Plus royalistes que le Roi ?*. Les mouvements léopoldistes », in Michel DUMOULIN, Mark VAN DEN WIJNGAERT et Vincent DUJARDIN, dir., *Léopold III* (Questions à l'Histoire), Bruxelles, Complexe, 2001, p. 297.

²⁴ *Documentation F. Balace*, dossier 2.8.5 – Services de renseignements belges, HCSE, SCI et SGR. Surveillance des menées françaises en Belgique, Rapport de J. Vanhorick, commissaire de la Sûreté de l'État, Service C.I., au Commissaire en chef à la S.E., 26/10/1946.

²⁵ *Idem*, Synthèse sur les services français en Belgique, début 1949.

²⁶ Archives du RPF à la Fondation Charles de Gaulle et Fonds Palewski aux Archives Nationales (Paris).

déterminer jusqu'à quel point de Gaulle était tenu au courant de l'activité de ces réseaux. En outre, certains militants wallons ont été invités, à titre personnel, à des congrès du RPF, tel Charles-François Becquet.

Car, mobilisateur à droite, le nom de de Gaulle le reste aussi du côté du mouvement wallon qui, surtout dans sa branche réunionniste, demeure persuadé d'avoir en lui un allié. Très actifs en 1944-1945, les réunionnistes sont devenus ensuite plus discrets, défendant à contrecœur le mot d'ordre fédéraliste imposé par la majorité. Cependant, le ton change au printemps 1947. Devant l'absence de résultats obtenus, ils reprennent le combat. Lors du pèlerinage annuel à Waterloo, le 15 juin 1947, naît Jeune France, un mouvement plus ou moins issu des jeunes de Wallonie Libre, qui comptera environ cinq cents membres répartis dans toute la Wallonie. Il est dirigé par le Namurois Fernand Massart, futur parlementaire, et par le Liégeois André Schreurs, fils de Fernand, le secrétaire du Congrès wallon²⁷. Durant l'été 1947, Jeune France essaie de prendre contact avec le RPF. Dans les papiers d'André Schreurs, on trouve en effet une lettre adressée à Jacques Soustelle²⁸. Ce choix n'est pas anodin. Soustelle est, certes, secrétaire général du Rassemblement mais c'était déjà par son intermédiaire qu'en 1945, les militants wallons avaient obtenu la possibilité de faire annoncer leur Congrès national dans la presse française. Soustelle était alors ministre de l'Information²⁹.

Dans le courant de l'automne 1947, la discussion s'anime autour du gaullisme au sein même de Jeune France. Fin septembre, le hennuyer Albert Bairiot soumet à André Schreurs son plan d'action : « à nous de nous servir du gaullisme en Wallonie pour provoquer un mouvement en sa faveur, qui ne sera jamais interprété que comme un mouvement rattachiste »³⁰. Mais André Schreurs, par ailleurs militant socialiste, reste prudent. Il reconnaît que le RPF est le parti français « le plus bienveillant » aux thèses réunionnistes mais qu'il développe une ligne politique qui n'est pas en concordance avec celle de Jeune France. D'après Schreurs, de Gaulle ne serait pas partisan actuellement d'un rattachement de la Wallonie mais souhaiterait que, dans le but de servir la France, les Wallons œuvrent d'abord en faveur du fédéralisme pour conserver, au sein de la Belgique, une influence égale à la Flandre et pouvoir orienter le pays vers un « bloc occidental » dominé par Paris. Il y aurait ensuite, toujours selon les renseignements recueillis par Schreurs à bonne source, une seconde

²⁷ André SCHREURS, « Jeune France », in Paul DELFORGE, Philippe DESTATTE et Micheline LIBON, dir., *Encyclopédie du mouvement wallon*, t. 2, Charleroi, Institut Jules Destrée, 2000, p. 873-874.

²⁸ Fonds d'Histoire du Mouvement Wallon (FHMW), Fonds André Schreurs, F0047/2, correspondance 1, d'André Schreurs à Jacques Soustelle, 29/7/1947.

²⁹ FHMW, Fonds Fernand Schreurs, cité dans Philippe RAXHON, *Histoire du Congrès wallon d'octobre 1945. Un avenir politique pour la Wallonie ?*, Charleroi, Institut Jules Destrée, 1995, p. 49.

³⁰ FHMW, Fonds André Schreurs, F0047/2, correspondance 1, d'Albert Bairiot à André Schreurs, 29/9/1947.

étape, une fois que de Gaulle aurait pris le pouvoir et redressé la France. Et André Schreurs de conclure : « Je pense donc, personnellement, que nous aurions intérêt à nous mettre provisoirement en veilleuse et à attendre la fin de l'expérience *gaulliste* »³¹. Rien, dans la correspondance de Schreurs, ne permet toutefois de savoir précisément qui, au sein du mouvement gaulliste, est en contact avec Jeune France et à quel niveau cette personnalité se situe. En clair, est-ce ou non Soustelle ? On peut imaginer que la liaison soit maintenue via l'antenne belge du RPF évoquée précédemment mais il est plus probable qu'elle le soit par le truchement du Cercle franco-wallon de Paris, animé notamment par Charles Plisnier. On peut aussi se demander si les conseils de prudence temporaire venus de Paris n'étaient pas un habile moyen, pour les gaullistes, de canaliser des partisans wallons trop ardents.

Avec sa victoire aux municipales d'octobre 47 et la création d'un intergroupe parlementaire, le RPF est véritablement devenu un parti. Or, les batailles idéologiques françaises rebondissent forcément en Belgique. Pour Jeune France, censée rassembler des militants wallons de toutes tendances politiques, l'ancrage à droite du RPF est un handicap. D'ailleurs, faute d'un climat propice au réunionisme, le mouvement ne survivra guère à l'année 1948.

Le lien particulier entre RPF et mouvement wallon va alors surtout être incarné par un autre groupement, le Parti d'Unité Wallonne de Victor Van Michel. Prônant l'indépendance de la Wallonie, celui-ci se présente aux législatives de 1949 avec le sous-titre RPW, Rassemblement du Peuple Wallon, directement inspiré du RPF. Son programme comprend d'ailleurs l'idée d'un renforcement de l'exécutif, thème gaulliste s'il en est. Mais, si sa campagne lui coûte cher, elle se solde par un total échec³².

En 1950, lorsque le réunionisme connaîtra une relative nouvelle jeunesse dans le cadre de la résolution de la question royale, il ne sera plus guère question du RPF. Le parti du Général, embourbé dans son opposition systématique au régime et tenu en respect par la Troisième Force, est désormais beaucoup moins séduisant qu'à ses débuts. Il faudra attendre les élections législatives de juin 1951 pour voir les militants wallons s'enflammer encore à son sujet.

La libérale *Nouvelle Gazette* souhaite ainsi la victoire de de Gaulle pour la France mais aussi pour ses conséquences sur la politique intérieure belge, arguant qu'une France plus

³¹ *Idem*, d'André Schreurs à Albert Bairiot, 3/11/1947.

³² Maurice-Pierre HERREMANS, *La Wallonie : ses griefs, ses aspirations*, Bruxelles, éd. Marie-Julienne, 1951, p. 56-57 ; Paul DELFORGE, « Le Parti d'Unité Wallonne », in *Encyclopédie du mouvement wallon...*, t.3, 2001, p. 1223-1226 ; Sophie JAMINON, *V. Van Michel et le Parti d'Unité Wallonne : vingt ans d'action (1944-1964)*, Mém. lic. en Histoire, ULg, 1987, p. 59 et sv.

solide « ne marquera pas le même laisser-aller que la précédente, vis-à-vis des menées de l'impérialisme flamand et orangiste en Belgique française »³³. Dans l'imaginaire wallon, l'homme de la Résistance et de la politique de grandeur reste l'idole autant que l'épaule généreuse. Et c'est sans nul doute ce qui explique la profession de foi RPF que le mathématicien Charles-François Becquet, militant de Wallonie Libre, fait paraître dans *Le Gaulois*, sous le titre *Paroles d'un gaulliste wallon. France, debout !* Il y souligne que « les Wallons sont toujours restés fidèles à la voix du 18 juin 1940 ». Et d'énumérer les mérites du programme RPF. Parmi les projets les plus importants, Becquet, pourtant membre du Parti socialiste, cite la substitution de l'association capital – travail à « la vieille doctrine marxiste de la lutte des classes »³⁴. Cet alignement sur le RPF est loin de satisfaire tous les lecteurs du *Gaulois* et plusieurs d'entre eux vont le faire savoir par le biais du courrier des lecteurs. Le premier à réagir est Adrien Motte, socialiste lui aussi et président de la section Wallonie Libre d'Etterbeek. Il fulmine : « Il est encore des Wallons qui font la différence entre le général de Gaulle de 40-45 et le chef du RPF, des Wallons qui n'ont aucun goût pour le Césarisme, fût-il même enveloppé d'un drapeau aux trois couleurs qui leur sont chères »³⁵.

Il y a donc bien, dans les milieux wallons militants, deux logiques et deux francophilies qui s'affrontent. L'une fait prédominer l'unité du mouvement wallon et tente d'éviter que les débats idéologiques n'interfèrent sur ce combat. L'autre estime qu'il ne peut y avoir de lutte efficace pour la cause wallonne et la cause française qui la conditionne sans la victoire, outre-Quévrain, d'un parti qui place la grandeur de la France au rang d'objectif principal. Pour cette seconde tendance, l'optique « utilitariste » l'emporte sur les fidélités politiques d'origine. Mais la victoire limitée du RPF aux législatives puis, l'année suivante, la scission du groupe à la faveur de l'expérience Pinay vont contribuer à rendre plus accessoire le débat autour du général de Gaulle. Cette dernière remarque vaut d'ailleurs pour l'ensemble des tendances politiques. On parlera encore du RPF et de son chef, notamment au moment du débat sur la Communauté Européenne de Défense (CED), mais le rassemblement se retire de la lutte électorale en mai 1953. En septembre 1955, de Gaulle annonce officiellement la mise en sommeil du RPF, manifestation concrète de la « traversée du désert » qu'il réalise jusqu'aux événements du 13 mai 1958.

³³ *Nouvelle Gazette*, 8/4/1951, p. 1.

³⁴ *Gaulois*, 26/5/1951, p. 2.

³⁵ *Idem*, 9/6/1951, p. 4.